



La Diaspora tunisienne : Quel rôle à jouer dans le développement économique du pays ?

Le 15 août 2018, Afkar a réuni plus d'une cinquantaine de personnalités clés sous le thème « La Diaspora tunisienne : Quel rôle à jouer dans le développement économique du pays ? ». La discussion a été modérée par l'activiste Chaima Bouhlel et rapportée par Dr. Kamel Jedidi, professeur titulaire de la chaire John Howard et chef département marketing de la Columbia Business School, à New York.

Une trentaine d'entités représentant le gouvernement tunisien, la société civile, le secteur privé, les organisations internationales, les groupements professionnels et les professionnels de la diaspora étaient présentes autour de la table ronde.

Cette troisième édition de 2018 a débuté avec une présentation de cinq initiatives spécifiques réalisées par six intervenants. En effet, ces présentations visent à penser les nouvelles voies vers le développement économique et social que les tunisiens résidents à l'étranger pourraient tracer pour le bien du pays.

Au cours de cette édition, les intervenants ont relevé ces principaux points :

1. L'absence d'une base de données :

L'absence d'une base de données spécifique qui se chargerait du recensement et de la catégorisation de la diaspora tunisienne partout dans le monde. Les recensements actuels sont très limités et n'incluent pas forcément les tunisiens résidents en Asie et autres pays d'accueil hors des tendances historiques.

Afkar est une initiative qui rassemble les principales parties prenantes autour d'une table ronde pour discuter le temps d'une journée d'une thématique et ce dans le but d'avoir un dialogue fructueux qui débouchera sur des solutions concrètes.

Sous forme de conclave, cet événement aspire à relever le niveau de la discussion en offrant à ces différents acteurs un espace neutre loin des médias afin d'examiner une problématique et de trouver un terrain d'entente.



2. Une perception réductrice de la diaspora :

Si la diaspora est une réalité sociologique, elle est fréquemment perçue comme une simple ressource financière de par les transferts monétaires, alors qu'elle représente un véritable levier de changement. Cosmopolite, la diaspora a réussi à tisser de forts liens souvent économiques avec les pays d'accueil.

3. Un environnement hostile à l'investissement :

La pratique courante de la diaspora est d'envoyer des fonds monétaires à leurs familles et non d'investir dans des PME. Le dinar tunisien est une devise qui n'est pas librement convertible. L'État impose l'usage d'une devise unique en interdisant à ses citoyens de faire des choix monétaires. Il n'est pas donné à tout le monde d'échanger une devise étrangère. Ils existent certes des mesures administratives auprès de la Banque Centrale de Tunisie mais elles restent extrêmement fastidieuses. Ces fortes restrictions sur la conversion du capital entravent la prise d'initiative.

4. Une administration qui souffre de la corruption :

L'administration tunisienne, avec sa bureaucratie complexe et sa tendance à la corruption, entrave pratiquement toute démarche de mise en œuvre de réforme économique. Ce qui engendre de fortes appréhensions vis-à-vis des institutions publiques. Le climat des affaires n'est aucunement basé sur la confiance mutuelle mais sur des frustrations et des blocages institutionnels d'où le découragement d'une grande partie de la diaspora à investir.

5. Un manque de visibilité stratégique :

L'État peine à tracer des stratégies claires de mobilisation de la diaspora. Les initiatives de collaboration transnationale restent relativement modestes comparées au potentiel d'action de la diaspora. Certaines organisations ont mis en place des actions pour pallier à certaines



problématiques de la diaspora. Néanmoins, elles restent des initiatives individuelles qui nécessitent plus de coordination et bénéficieraient de la collaboration.

6. Un besoin de reconnaissance :

Plusieurs tunisiens engagés et résidents à l'étranger ont le sentiment que ni leurs compatriotes ni l'État ne reconnaissent leurs efforts déployés dans le développement économique du pays. La diaspora n'est pas seulement une auxiliaire mais elle peut être au cœur du développement économique aussi. Il s'agit d'un véritable levier vital qui reste malheureusement encore méconnu du grand public.

RECOMMANDATIONS :

Au cours du débat, les participants ont proposé et discuté des solutions spécifiques et réalisables pour résoudre les questions relevées sitôt. Les idées suivantes ont été proposées :

1. Mutualiser les efforts de réseautage et d'entraide :

Tout au long de la discussion, les participants ont insisté sur la nécessité pressante de surmonter la vague de pessimisme qui pèse sur la diaspora tunisienne, en particulier après la révolution, en amenant la Tunisie vers un meilleur avenir économique à travers la construction d'un vaste réseau via des échanges actifs, l'organisation d'événements et la dynamique des associations. Ce réseau viserait à créer des partenariats significatifs.

2. Collecter et traiter les données relatives à la diaspora et les mettre à la portée du grand public :

Il est clairement impératif de collecter les données nécessaires pour que les différentes parties prenantes puissent connaître la diaspora tunisienne dans toutes ses spécificités, particularités et besoins. Il est également urgent d'intensifier les efforts de collecte de ces données. Une base de données de la diaspora permettrait de mieux



identifier et orienter les politiques publiques et les partenariats.

3. Affiner le ciblage pour établir une typologie de la diaspora :

Pour pallier au manque d'engagement de la diaspora, il est nécessaire de différencier les différents types de diasporas et d'examiner les besoins spécifiques de chacune de ces communautés. La diaspora n'est aucunement un monolithe formé d'une élite sociale et économique (cette dite élite représente seulement 4% de la diaspora). Différencier les différents groupes formant la diaspora tunisienne permettrait d'habiliter les institutions publiques et privées à mettre en place de stratégies d'engagement fines adaptées aux caractéristiques propres de chaque groupe.

4. Créer des partenariats public-privé attractifs :

La création d'une base de données permettrait de mettre en relation les professionnels de la diaspora avec ceux de la Tunisie. De ce fait, le secteur public disposant d'une pareille ressource serait apte à proposer des partenariats public-privé plus attractifs. Par exemple, l'implémentation de projets et d'initiatives axées sur la promotion de l'export, de l'entrepreneuriat, et de l'éducation comme d'éventuels partenariats entre le ministère de l'enseignement supérieur et des universités étrangères.

5. Inspirer le public en partageant les modèles de réussites de la diaspora :

Au cours du débat, beaucoup des participants avaient des expériences personnelles et des exemples du quotidien à partager sur la motivation et l'engagement économique de la diaspora tunisienne. Inopportunément, leurs témoignages ne sont pas suffisamment communiqués. Partager leurs histoires à travers les différents médias disponibles reviendrait à avoir un réel impact positif sur



l'image de la diaspora tunisienne et son implication en Tunisie.

6. Organiser un “Diaspora Day” rassemblant les tunisiens résidents à l'étranger et les secteurs public et privé pour la promotion de l'investissement :

L'organisation d'une journée de la diaspora suite à une initiative conjointe entre l'État, la société civile et les institutions privées pour rassembler toutes les diasporas venant du monde entier permettrait de mettre en emphase la diversité de la diaspora, de créer une synergie entre ses différentes composantes et de déboucher sur des actions et projets concrets.

7. Mettre en place une stratégie nationale publique claire et efficace de mobilisation de la diaspora :

Le gouvernement tunisien devrait s'inspirer des expériences d'autres gouvernements qui ont misé sur la diaspora dans leur plan de développement. Reconnaître la diaspora en l'incluant davantage dans des programmes de développement spécifiques faciliterait son intégration dans l'économie tunisienne. Il devrait y avoir une stratégie nationale publique claire et efficace qui prendrait en considération les diverses initiatives individuelles. Celles-ci constituent un aspect important de l'expérience de la diaspora dans le développement de l'économie tunisienne. La stratégie doit s'articuler autour d'un objectif commun qui rassemble toutes les parties prenantes : le décuplement des efforts collectifs afin d'assurer la prospérité de la Tunisie.

8. Miser sur l'économie créative pour renforcer l'image de la Tunisie à l'étranger :

Les membres de la diaspora sont les ambassadeurs de la culture tunisienne qui profiterait à être connue dans les pays d'accueil. On devrait diversifier les événements culturels pour promouvoir l'image culturelle de la Tunisie. Loin des clichés orientalistes, la Tunisie gagnerait à attirer les promoteurs culturels étrangers. Au-delà des échanges culturels, le soutien à l'art et à la



culture est important pour l'image du pays et le développement d'une économie créative.

